

Sans surprise, le Oui devrait arriver en tête du référendum au Burundi

Deutsche Welle, 18.04.2018 La participation devrait être plus élevée que celui des élections de 2010 et 2015. A Bujumbura, le score serait plus serré et une des trois communes de la capitale pourrait avoir voté majoritairement Non. [Photo : Le président burundais, Pierre Nkurunziza, vote lors du référendum constitutionnel, le 17 mai 2018.]

Selon les premières estimations, le Oui devrait arriver largement en tête. En revanche, le score devrait être plus serré à Bujumbura et le Non pourrait même l'emporter dans une des trois communes de la capitale, celle de Ntahangwa, située au nord de la ville. Annonce pour vendredi après-midi (18 mai), la communication de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pourrait prendre du retard puisqu'après les résultats communaux viendront ceux des provinces et enfin les chiffres au niveau national. Dans les bureaux et centres de vote de la municipalité de Bujumbura, qui regorge un nombre important d'opposants au régime du président Pierre Nkurunziza, les électeurs étaient plus nombreux qu'au cours des deux précédents scrutins. Ces électeurs - pour la plupart - ont consulté la Deutsche Welle qu'ils n'avaient pas participé aux élections de 2010 et 2015. Ils auraient été étonnés par les résultats de l'opposition. Le référendum a été contraint par les pressions du régime et portait sur une vaste constitutionnelle destinée à renforcer le pouvoir du président Pierre Nkurunziza et à lui permettre d'éventuellement rester en fonction jusqu'en 2034. Les électeurs rencontrés par la DW indiquent qu'ils allaient voter Non au référendum parce que, disent-ils, le nouveau projet de constitution viole l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. Le projet de constitution proposé permet en effet de prolonger le mandat présidentiel de cinq à sept ans. Mais il reste muet sur la participation ou non de l'actuel président à l'élection présidentielle de 2020. Ainsi, ces électeurs veulent en par la voie des urnes que l'actuel président puisse briguer deux nouveaux mandats. Et c'est dans ces conditions que la coalition Amizero au Burundi dirigée par Agathon Rwasa a également mobilisé ses membres et sympathisants à voter "non". De son côté, le parti au pouvoir, le CNDD-FDD et ses alliés - avaient appelé leurs membres à participer massivement au référendum constitutionnel en votant "oui". Réaction du gouverneur de Ngozi Au micro de la DW, le gouverneur de la province Ngozi Albert Nduwimana s'est réjoui du déroulement de l'élection. Même s'il évoque des irrégularités qui ont été observées et qui ne peuvent pas influencer les résultats dit-il. Quant aux résultats provisoires sont attendus ce vendredi. HWR dénonce les exactions Dans un rapport publié, Human Rights Watch indique que les services de sécurité du Burundi et des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir ont tué, violé, enlevé, battu et intimidé des opposants dans les mois précédant le référendum constitutionnel du 17 mai 2018. Près de cinq millions de Burundais étaient appelés à se prononcer sur le projet d'amendement de la Constitution devant permettre à Pierre Nkurunziza de se maintenir à la tête du Burundi jusqu'en 2034.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});